

Comment ne pas déclarer la guerre

Qu'il soit question d'un match de rugby ou de l'engagement français en Afghanistan, il est toujours question "d'aller au combat". Que cache cette rhétorique guerrière ?

Avec Philippe-Joseph Salazar

Mars 2011. Nous sommes en guerre. Encore. Ce samedi-là, lorsque l'aviation française ouvrit les hostilités en attaquant un camion libyen^[1], TV5 Monde la soite diffusait une bataille, de rugby, entre la France et le pays de Galles. Nous n'étions pas en guerre. Je zappai vite les vraies chaînes internationales pour saisir sur le vif le fait d'armes héroïque de nos avions à la cocarde. Le lundi, une autre bataille faisait le beurre des épinards télévisuels : la «poussée» des rebelles nationalistes – en France, dans les cantons, au premier tour.

Nous n'étions pas en guerre, même si un pierrot télévisuel déblatèrait, hors d'haleine, sur les «pilotes allant au combat ». Combat ? Qu'on nous montre un seul combat aérien! Il s'agit de frappes aériennes. Aucun *mano a mano*. De fait, nous ne sommes pas en guerre.

Afghanistan : 4 000 militaires et gendarmes français sont engagés, déjà 55 morts et plus de 330 blessés^[2]. En projetant les chiffres, il devrait y avoir 70 morts d'ici la fin de l'année, et lors des élections de 2012, nous en serons à la centaine de morts. Il faut dire «morts », non pas «pertes », une périphrase et un euphémisme. Morts. Ils sont morts. Mais nous ne sommes pas en guerre. Vous vous souvenez de la comptine :

Malbrough s'en va t'en guerre

Mironton, mironton, mirontaine

Malbrough s'en va t'en guerre

Ne sait quand reviendra (répéter trois fois)

On sait qu'une centaine de Français ne reviendront pas. Mais nous ne sommes pas en guerre. Ils seront donc morts à pure perte puisque, je vous le répète, nous ne sommes pas en guerre, même si nous menons trois guerres simultanées, en Libye, en Côte d'Ivoire et en Afghanistan. Certes, si nous avions une véritable armée nationale, de filles et de garçons de dix-huit ans, et que des recrues soient déployées, et «perdues», ces trois guerres seraient autrement plus présentes qu'elles ne le sont. C'est le sort des puissances de second ordre et des peuples alanguis que de perdre de vue l'essentiel – le premier ordre : la violence de la politique.

Les États-Unis, colosse aux pieds d'argile, eux non plus ne sont pas en guerre, nulle part, puisque le président actuel a tenu toutes ses promesses de candidat. Il faut dire que depuis 1945 – une victoire due au sacrifice de l'Armée rouge et à la bombe atomique –, la plus formidable puissance militaire depuis Nabuchodonosor n'a pas gagné une seule guerre, en dépit des dépliants de barrettes arborés par ses officiers généraux. Chez eux, une phrase rhétorique est en vogue, lancée par le Pentagone et popularisée en play-back par Barack Obama, le président ventriloque : cette attaque picrocholine contre la Libye du visiteur parisien à tente bédouine n'est pas une guerre, mais une «action cinétique». On parle même d'« angle cinétique » sur l'affaire^[3]. Strictement, les États-Unis ont déclaré la guerre pour la dernière fois, et en retard, durant le deuxième conflit mondial. Depuis, les figures de rhétorique sont « action de police » (Corée), « conflit » (Viêt Nam), «usage de la force » (Irak et Afghanistan) – ces figures servent à contourner le Congrès, seul habilité à déclarer la guerre. De ce point de vue nouveau, l'attaque sur Pearl Harbor, sans déclaration de guerre par le Trône du chrysanthème, était, en rétrospective, une «action cinétique». Et l'invasion de la Pologne par l'Allemagne se fit sans déclaration de guerre : «action cinétique ». Bref, naguère, les dictatures faisaient du cinétique. Maintenant, les démocraties.

Dire «action cinétique » plutôt que «guerre » vise à un effet persuasif précis : dans le cas américain, éviter qu'un Nobel de la Paix, *commander in chief*, ne fasse encore une guerre. En France, je me suis informé en lisant le communiqué de la présidence^[4] et sa traduction anglaise niveau bac - ^[5]. Il s'agit de... on ne sait pas vraiment. Mais on parle, à l'issue du sommet de

Paris, d'«actions nécessaires, y compris militaires » – admirons cet hypocrite « y compris ». Le Premier ministre britannique qui présenta la résolution de l'ONU un jour avant cette réunion, afin d'obtenir l'aval de la représentation nationale et par respect pour le Parlement, parle de «déployer des forces^[6] ». Le débat, dans notre Parlement, eut lieu le 22 mars, le fait

accompli^[1]. «Action », «déploiement», «*kinetic*»... du pareil au même.

Or « cinétique » est rhétorique, et voici comment.

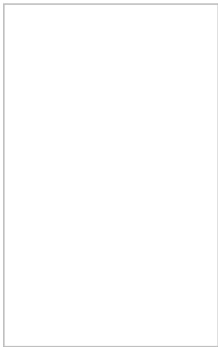
Un acte de persuasion possède deux objectifs : un objectif interne et un objectif externe. L'objectif interne consiste à suivre les protocoles de la technique de persuasion. L'objectif externe consiste à persuader un public donné. Les deux objectifs peuvent exister indépendamment : on peut convaincre un auditoire externe, c'est-à-dire hors de son contrôle, en être surpris soi-même, et n'être pas capable de refaire le coup. L'objectif externe a été réalisé, sans aucun souci de l'objectif interne. À rebours, un cabinet de communication monte un argumentaire soigneusement machiné selon les protocoles internes au cabinet, et qui rate. L'objectif interne a été rempli (le machin a été fait selon les règles de l'art, de l'art du moment) : que ça marche ou pas, la facture arrive.

Le très fin, le très juste, le très rhétorique est de faire coïncider les deux objectifs : que ça marche et qu'on sache pourquoi ça marche afin de refaire le coup, à coup sûr.

[...]

Eh bien, cependant que nous nous gaspillons en actions même pas glorieuses, gesticulations qui font des victimes civiles, que nous sommes donc dans l'excitation du cinétique – qui est la transposition en politique étrangère de la pratique présidentielle en politique intérieure –, et sans aucun souci de notre énergie, l'Allemagne, placide et goinfre, se retient d'actions inconsidérées et conserve (voyez le miracle de la logique aristotélicienne) son énergie.

Extraits de [Paroles de leaders : Décrypter le discours des puissants](#) Bourin Editeur (août 2011)



[1] Le 19 mars à 17h45.

[2] Voir l'article bien référencé de [Wikipédia](#).

[3] Voir John Allen, «“Kinetic military action” or “war”», Politico, 24 mars 2011.

[4] Du 19 mars 2011, [sur le site de l'Élysée](#).

[5] Cette perle en sabir : «*Prime Minister de la Hellenic Republic*».

[6] Voir [l'article](#).

[7] [Transcription des débats](#). Roland Muzeau énonce clairement ce qui se pense clairement : «Monsieur le Président, messieurs les Ministres, chers Collègues, quand, dans tant d'autres pays voisins, un vote a eu lieu sur l'opportunité d'entrer en guerre avec la Libye, ici, dans notre belle démocratie, on ne donne que quelques minutes de temps de parole à la représentation nationale pour s'exprimer. Que penser d'une telle parodie de consultation démocratique, alors que notre pays est déjà entré en guerre?»